



Hôtel de ville

B.P. 30 122

95875 Bezons cedex

TEL. 01 34 26 50 00

FAX. 01 30 76 06 60

Bezons, le 27 janvier 2009

Communiqué de presse

La municipalité de Bezons soutient le mouvement social du 29 janvier.

A l'appel unitaire de tous les syndicats, les salariés du Privé et du Public sont invités à faire grève jeudi prochain. La municipalité soutient cette journée d'actions qui sera l'occasion de demander au Gouvernement des mesures urgentes en faveur du monde du travail. Pour sortir de la crise et relancer la croissance, la municipalité considère qu'il est urgent de redonner du pouvoir d'achat aux salariés et aux retraités.

69% des Français sont favorables à ce mouvement social. C'est la première fois, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, qu'une telle journée de mobilisation recueille une aussi large adhésion de l'opinion publique.

Les plans de relance, toujours pour les mêmes !

Des milliards d'argent public (le nôtre) sont investis pour sauver les banques.

Les actionnaires vont bien.

Renault, par exemple, a réalisé 2,4 milliards d'€ de bénéfices en 2007, versé 1 milliard de dividendes en 2008 et met aujourd'hui ses salariés en chômage partiel !

Les banques françaises: elles se réjouissent; les 10,5 milliards d'€ reçus par l'Etat vont permettre de maintenir le niveau des dividendes versés aux actionnaires.

Pendant ce temps,

Les annonces de plans de licenciements, de chômage partiel se multiplient. 125.000 emplois ont été détruits lors des six derniers mois et 191.000 sont pronostiqués au premier semestre 2009.

Le secteur public est menacé de privatisation, comme La Poste, ou privé de moyens de fonctionner correctement, comme les Hôpitaux ou encore l'Ecole.

A EDF ou GDF, les Français mesurent aujourd'hui les conséquences de leur privatisation : 15% d'augmentation de la facture en un an !

Les collectivités territoriales auxquelles l'Etat demande toujours plus sans moyens supplémentaires, doivent se débrouiller pour trouver l'argent, afin de relancer l'investissement local et d'aider tous ceux que la crise va fragiliser.

L'on ne peut pas d'un côté, au nom de cette crise, dilapider des milliards d'€ aux frais du contribuable, pour venir au secours des milieux bancaires et boursiers, et de l'autre,

rester sourd aux difficultés grandissantes de milliers de salariés et de leurs familles aujourd'hui condamnés au chômage et à la diminution de leur pouvoir d'achat.

La municipalité soutient les propositions :

De relèvement des traitements de tous les salariés, du SMIC, du minimum vieillesse et des minima sociaux ;

De baisse significative de la TVA sur les produits de première nécessité et sur les transports.

Personnes à contacter :

M. Patrick NOEL, directeur de cabinet du maire de Bezons

01 34 26 50 00

M. Gérard CUNIS, chef de cabinet du maire de Bezons

01 34 26 50 40